



GOUVERNEMENT

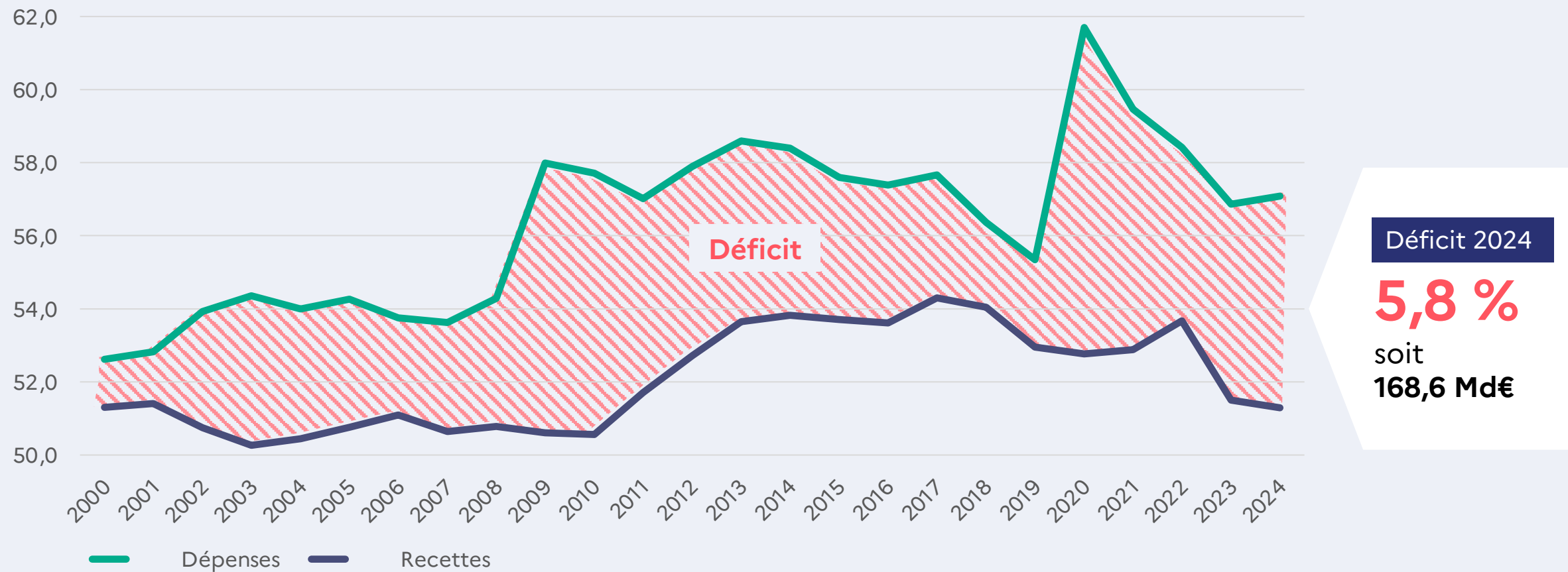
*Liberté
Égalité
Fraternité*

mardi 15 juillet 2025

LE MOMENT DE VÉRITÉ

Nous dépensons trop par rapport à nos recettes

Évolution des dépenses et recettes (en % du PIB)



Chaque seconde, notre dette augmente de 5 000 €

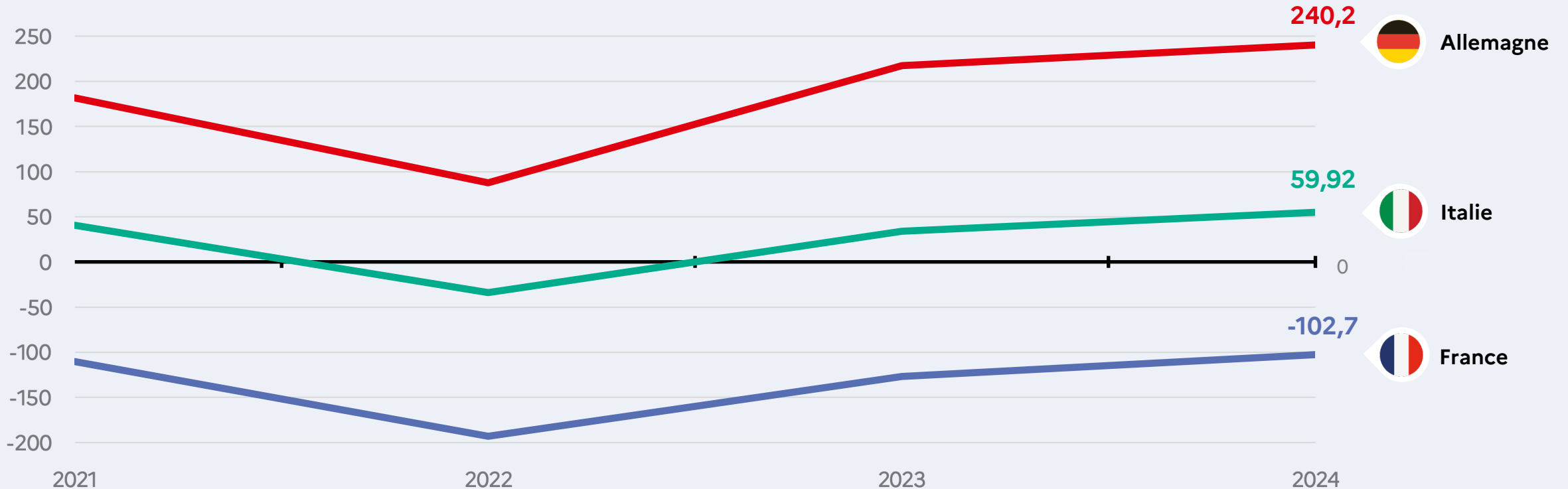
5 000 €
par seconde



Nous ne produisons pas suffisamment

Nous importons bien plus que nous exportons. Et c'est autant que nous pourrions produire.

Solde de la balance commerciale (Md€, données en valeur CAF/FAB)



Accélérer le réarmement pour garantir notre souveraineté et notre sécurité

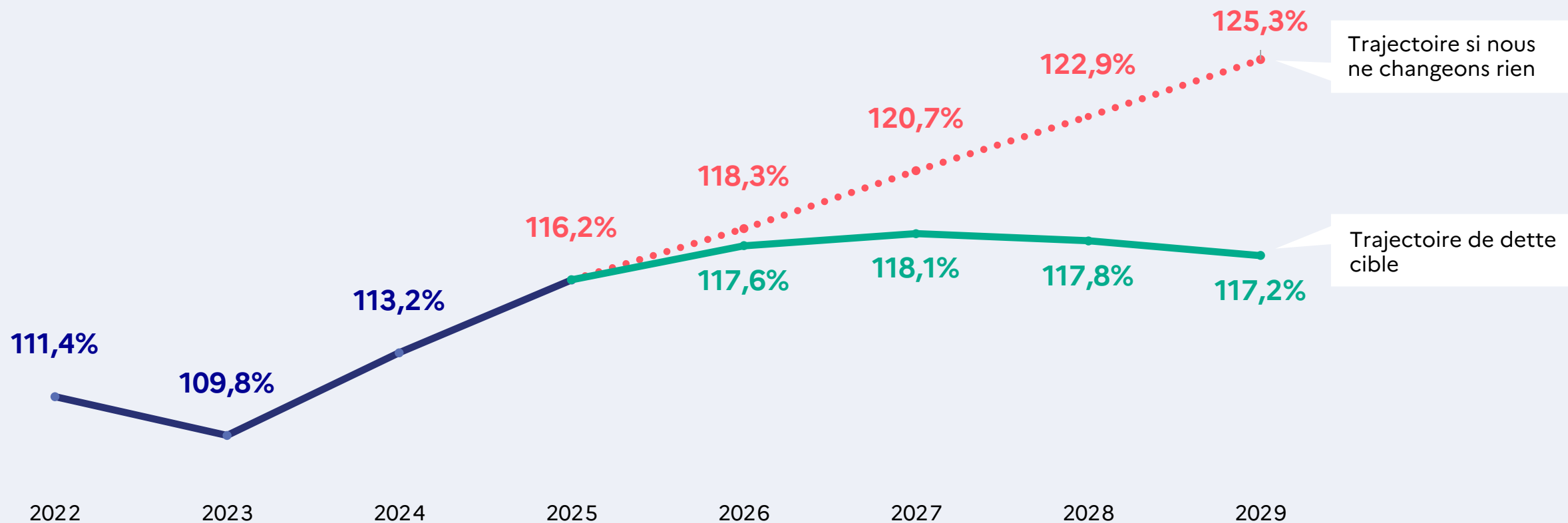
Trajectoire des crédits de la mission Défense (en Md€)



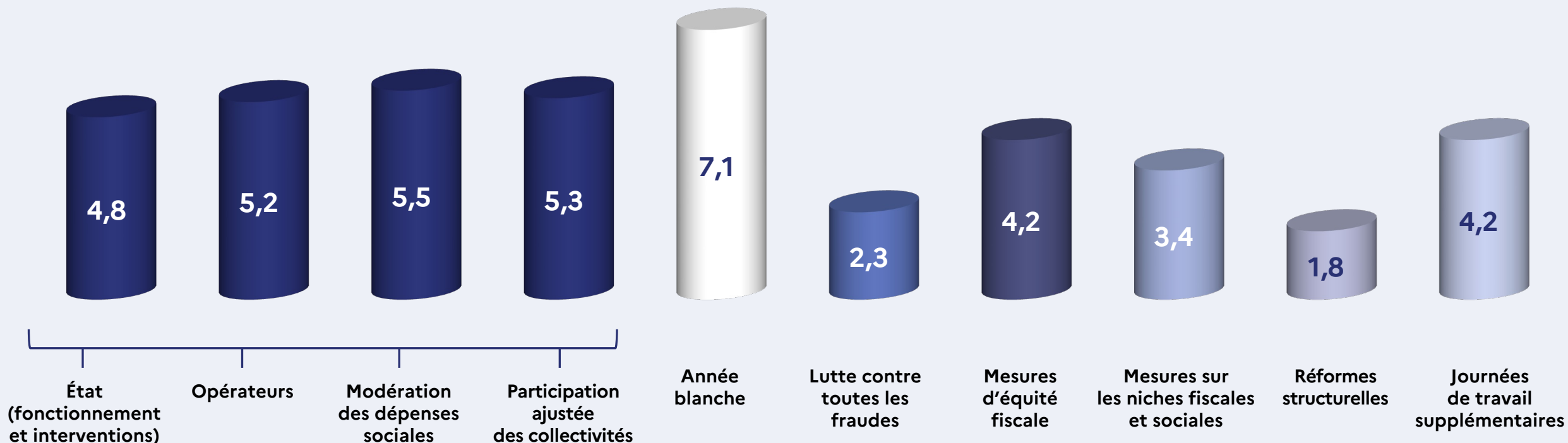
Accélération de la trajectoire annoncée par le Président de la République

Arrêter l'augmentation de la dette

(% PIB)



Un effort juste et partagé de 43,8 milliards d'euros



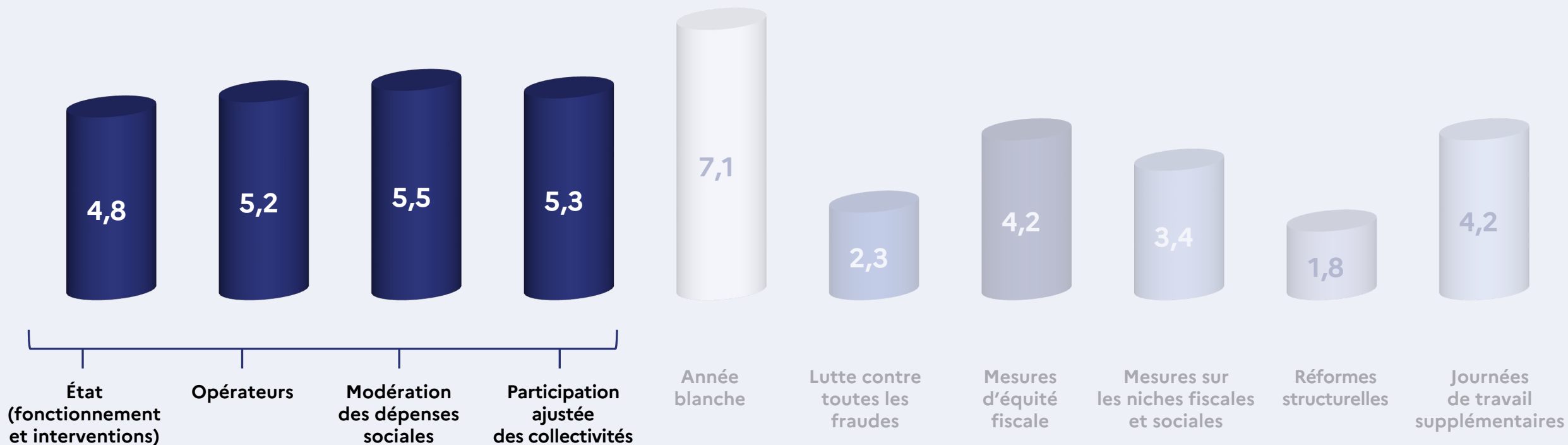


GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

STOP À LA DETTE !

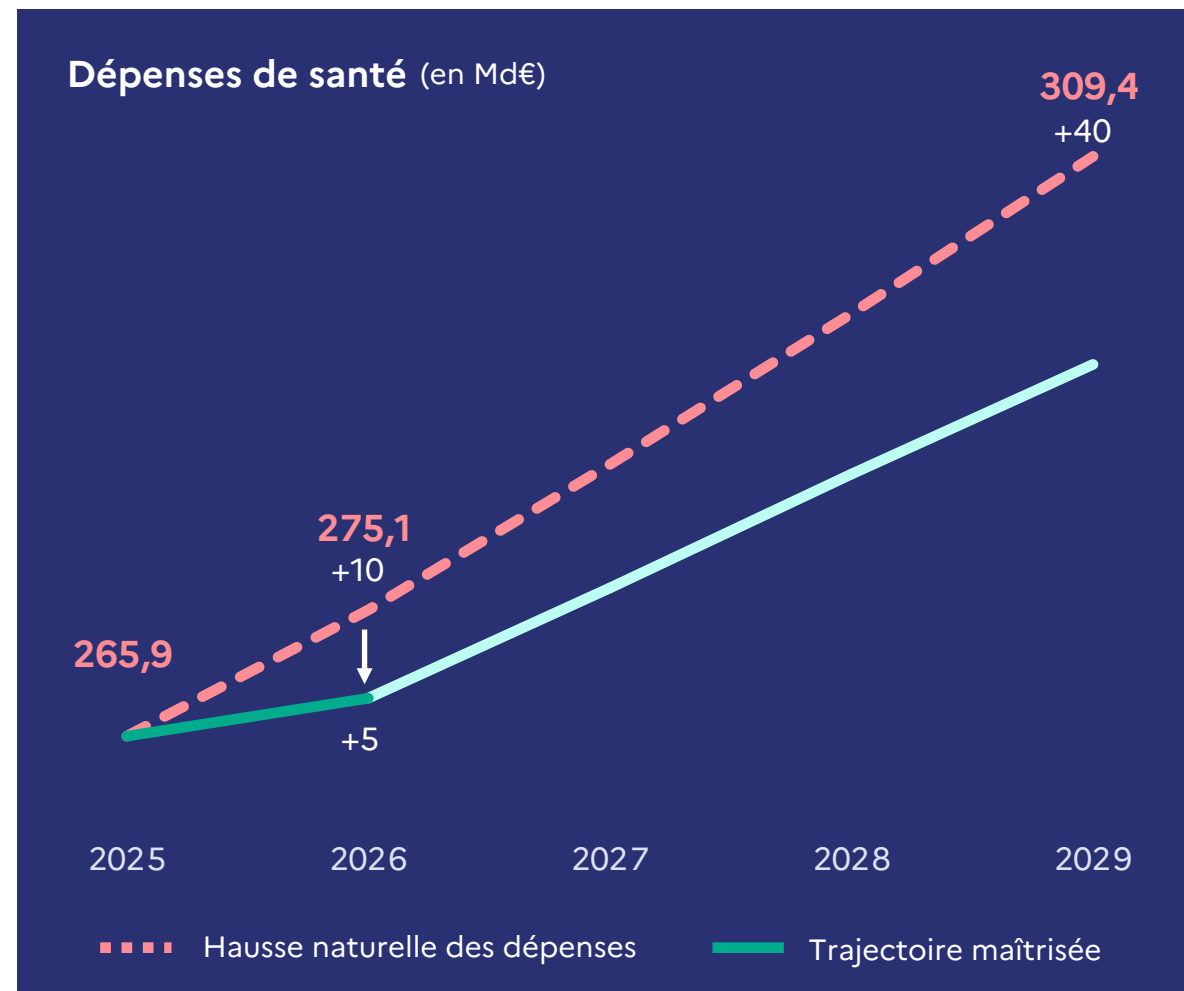
Un effort juste et partagé de 43,8 milliards d'euros



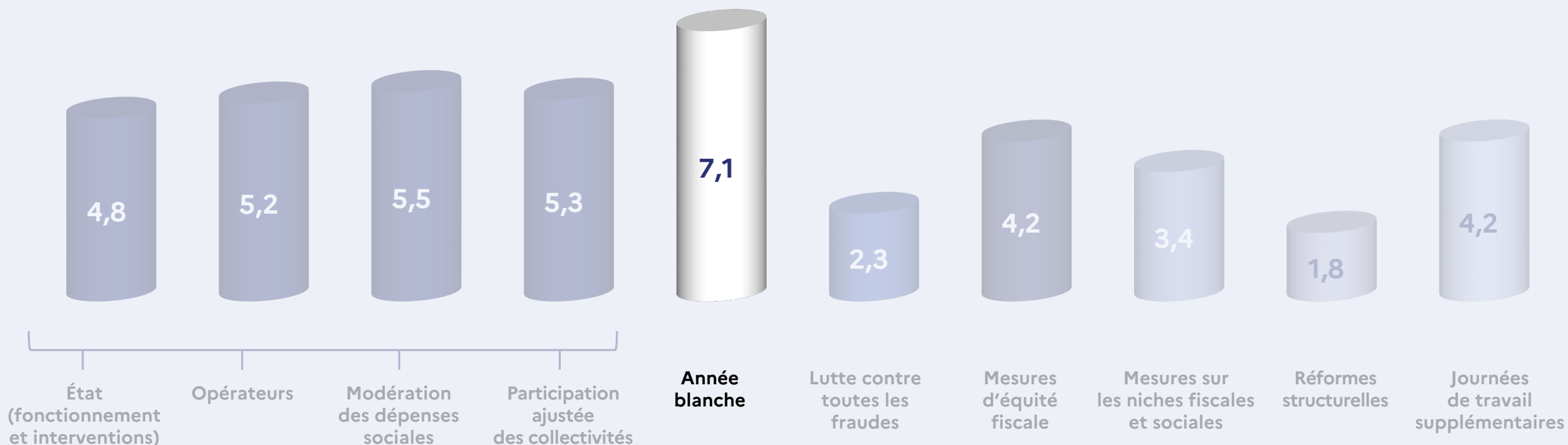
Nous devons retrouver la maîtrise de nos dépenses de santé

Si nous ne faisons rien, la dépense de santé augmentera de 10 Md€ l'an prochain, et de près de 40 Md€ en 4 ans alors que l'Assurance maladie est en déficit.

Un effort de 5 Md€ l'an prochain est possible et essentiel pour contribuer au retour à l'équilibre de la Sécurité sociale d'ici 2029.



Un effort juste et partagé de 43,8 milliards d'euros





GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EN AVANT LA PRODUCTION !

Aléas sur la croissance

À LA BAISSÉ

La consommation
est atone

▼
-0,2%
au 1^{er} trimestre

L'euro s'est renforcé face
au dollar ce qui pénalise
nos exportations

▲
+13%
depuis début 2025

La guerre commerciale
pourrait escalader

À LA HAUSSE

L'inflation a significativement baissé
et le pouvoir d'achat progresse

▲
+1%
en juin

▲
+2,5%
en 2024

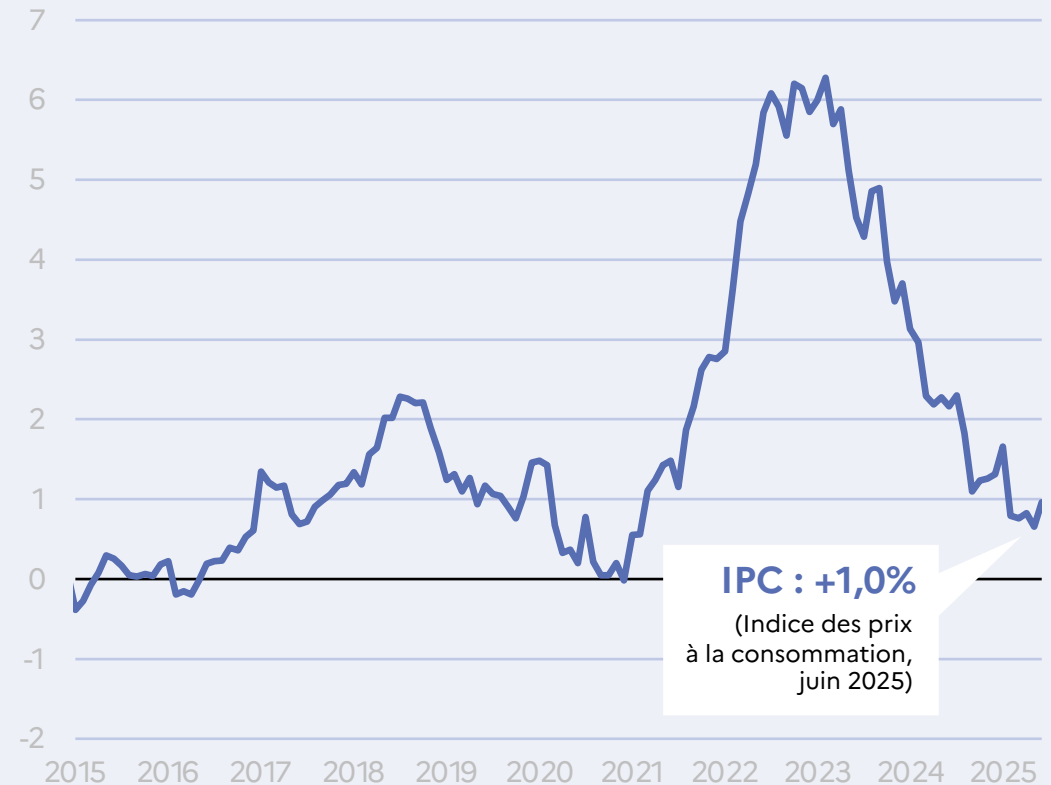
▲
+0,7%
en 2025

Le taux d'épargne est historiquement
élevé et pourrait laisser place à
une reprise de la consommation

▲
18,8%
au 1^{er} trimestre

La hausse des dépenses publiques
en Allemagne pourrait profiter à
l'économie française

Inflation en France en glissement annuel (en %)



Conforter notre attractivité et protéger nos industries



CONFORTER NOTRE ATTRACTIVITÉ

La France classée n°1 au baromètre EY des investissements étrangers

- ➔ Préservation des outils en faveur de **l'innovation** et de **la recherche**
- ➔ Mise en œuvre des soutiens à la **décarbonation de l'industrie**

Éviter la guerre commerciale et les barrières tarifaires

- ➔ Discussions pour obtenir un **accord commercial équilibré** avec les États-Unis



PROTÉGER NOS INDUSTRIES

Lutter contre les pratiques commerciales agressives

- ➔ Mise en œuvre de **mesures de sauvegarde** (quotas, droits de douane) en réponse au dumping

Valoriser la production et l'emploi sur le territoire européen

- ➔ Introduction de critères de **contenu local** et d'une **préférence européenne** dans nos achats publics

Choisir notre avenir, reprendre en main notre destin

1 ➡ Retrouver des marges de manœuvre par un effort partagé, c'est possible



ÉTAT

Stabiliser les crédits :
pas plus, pas moins

(hors renforcement de l'effort de défense)



COLLECTIVITÉS LOCALES

Une hausse maîtrisée
des dépenses, en tenant
compte de l'inflation



SÉCURITÉ SOCIALE / SANTÉ

Maîtrise de la hausse des dépenses
pour retrouver l'équilibre de
la Sécurité sociale d'ici 2029

2 ➡ Les rendre durables par un contrat de réformes avec les Français

Prévention et responsabilisation pour sauver notre système de santé

DIAGNOSTIC

80% des maladies cardiovasculaires et **40%** des cancers sont évitables.

Une prise en charge anticipée éviterait au moins **1 Md€** d'hospitalisations.

Prévalence des maladies chroniques à l'horizon 2035



OBJECTIFS

- ➔ Plus de prévention et d'organisation des soins :**
 - Vaccination, dépistages, accès aux soins...
 - Repenser la prise en charge des affections de longue durée.
- ➔ Aller vers un système de santé plus efficient :**
arrêts de travail, rentes économiques, prix des produits de santé, pertinence et qualité des soins.
- ➔ Responsabiliser tous les acteurs :**
assurés, soignants, complémentaires.
- ➔ Chasser la fraude, trahison du pacte social :**
 loi dédiée à l'automne.

Virage démographique : accompagner une France qui change pour préserver l'avenir

DIAGNOSTIC



663 000
naissances en 2024.

▼
-21,5%
par rapport
à 2010



40%
des besoins de garde d'enfants
de 0 à 3 ans **non couverts**.



+ 50%
de personnes **avec une maladie
neuro-dégénérative** dans
les 20 prochaines années.

OBJECTIFS

1 ➔

**Adapter notre politique familiale
aux besoins des familles d'aujourd'hui :**

- lutte contre l'infertilité ;
- modes de garde.

2 ➔

Renforcer le maintien dans l'autonomie des personnes âgées :

- formes d'habitat adapté ;
- prévention de la perte d'autonomie ;
- accompagnement des maladies neuro-dégénératives.

Travailler plus nombreux, davantage et mieux

Modernisation du marché
de l'emploi et amélioration
de la qualité du travail



Réforme de l'assurance
chômage

OBJECTIFS

- 1 ➡ Fluidifier le marché du travail.
- 2 ➡ Inciter à travailler plus.
- 3 ➡ **Améliorer la qualité et les conditions de travail.**
- 4 ➡ Renforcer le dialogue social.

OBJECTIFS

- 1 ➡ Inciter à une reprise
d'emploi plus rapide.
- 2 ➡ Diminuer l'endettement
du régime d'assurance
chômage.



**Des négociations seront
proposées aux partenaires
sociaux :**

- sur le **droit du travail** pour
définir **d'ici la fin d'année** les
mesures permettant de
développer l'emploi et
d'améliorer les conditions
de travail.
- pour **bâtir des règles pour
des reprises d'emploi plus
rapides.**

Une juste participation des collectivités territoriales

La **Conférence financière des territoires** a souligné le besoin de **visibilité pluriannuelle sur les recettes**, **une demande de pause réglementaire** et **une attention à la situation particulière des départements**.



Une **2^e Conférence financière des territoires** se réunira à la fin de l'été.



La contribution des collectivités à l'effort national pour 2026 sera de 5,3 Md€.

Cet effort sera **réparti équitablement entre collectivités** en fonction de leur situation financière.

- ➔ Le **Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités (DILICO)** sera remboursé et le **Fonds de sauvegarde des départements** sera ré-abondé.
- ➔ La **dotation globale de fonctionnement (DGF)** sera **maintenue** en montant et les bases fiscales ne seront pas gelées.



GOVERNEMENT

Liberté

Égalité

Fraternité